

Overwegende dat artikel 6.3 van Richtlijn 92/43/EEG van de Raad van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna, zoals omgezet bij artikel 29, § 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, plannen en programma's die rechtstreeks verband houden met of noodzakelijk zijn voor het beheer van een Natura 2000-site uitsluit van de passende procedure voor de beoordeling van de gevolgen voor een Natura 2000-site; dat de voorgestelde ecologische doorgangsgebieden bijdragen tot de connectiviteit tussen de Natura 2000-sites van soorten en habitats van communautair belang die zij herbergen; dat het ontwerpbesluit daarom niet moet worden onderworpen aan een passende effectbeoordeling voor Natura 2000-sites;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening,

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering neemt de ecologische doorgangsgebieden bedoeld in artikel D.II.2, § 2, vierde lid, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling die op de kaart in bijlage bij dit besluit zijn aangegeven, aan.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking 10 dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ordening en de Minister van Natuur zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 mei 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204876]

18 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, les articles 6, modifié par les décrets des 22 mars 2007, 10 mai 2012, 23 juin 2016 et 16 février 2017, 16, 18*bis*, inséré par le décret du 10 mai 2012, 27*bis*, inséré par le décret du 16 février 2017, et 28, modifié par le décret du 5 juin 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets;

Vu le rapport établi le 26 avril 2019 conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 mai 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 mai 2019;

Vu l'avis 66.304/4 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} juillet 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 5 juillet 2019;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. La subvention des actions visées à l'article 12, 1°, s'élève au montant suivant :

1° pour les actions organisées à l'échelon intercommunal en concertation avec la Région : maximum 30 cents par habitant et par an et soixante pour cent des coûts des actions;

2° pour les actions décidées et mises en œuvre à l'échelon communal : maximum 30 cents par habitant et par an et soixante pour cent du coût des actions, avec un minimum de 1.500 euros.

Le montant maximum visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, est majoré comme suit :

1^o de dix pour cent, lorsque la commune dispose d'un Agenda 21 local;

2^o de 50 cents par habitant, lorsque la commune applique la démarche « Zéro Déchet » visée à l'annexe 2 et notifie son intention à l'Administration au plus tard le 30 octobre de l'année précédant la réalisation des actions.

Le nombre d'habitants est établi sur la base du chiffre de population arrêté par le Ministre fédéral qui a les Affaires économiques dans ses attributions au 1^{er} janvier de l'année de réalisation de l'action.

Les frais de personnel affecté aux actions de prévention sont subsidiables conformément à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 2. Dans l'annexe du même arrêté, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 2016, au 2., les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « campagnes » est remplacé par le mot « actions »;

b) deux colonnes intitulées « Type d'action de prévention » et « Thème et axe prioritaire » sont insérées entre la colonne 1 N^o action et la colonne 2 libellé de l'action.

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré une seconde annexe rédigée comme suit :

« Annexe 2. Démarche Zéro Déchet.

La démarche Zéro Déchet requiert au minimum la mise en œuvre des actions de gouvernance visées au 1^o, ainsi que de minimum trois actions concrètes touchant des flux de déchets différents et des publics cibles différents, au sein du 2^o.

1^o Gouvernance.

a) la mise en place d'un groupe de travail interne de type Eco-team au sein de la commune;

b) la mise en place d'un comité d'accompagnement, composé des forces vives concernées de la commune, chargé de remettre des avis sur les actions envisagées et leur évaluation;

c) l'établissement d'un plan d'actions structuré assorti d'indicateurs;

d) la diffusion des actions de prévention définies au niveau régional;

e) la mise à disposition gratuite des bonnes pratiques développées au niveau de la commune;

f) l'évaluation des effets des actions sur la production et la collecte des déchets, à partir de 2021.

2^o Mesures et actions.

a) la réalisation d'au moins deux actions relevant d'une démarche d'exemplarité des institutions communales, en matière, d'une part, de réduction des pertes et du gaspillage alimentaire et, d'autre part, d'une ou plusieurs autres fractions de déchets;

b) la conclusion d'une convention de collaboration avec des commerces du territoire en matière de prévention des déchets comprenant au moins une action visant à réduire l'usage des conditionnements à usage unique, en particulier les conditionnements en plastique, et à favoriser l'usage de conditionnements réutilisables;

c) la conclusion d'une convention de collaboration avec au moins un acteur de l'économie sociale pour ou en vue d'organiser la collecte d'objets réutilisables et la préparation à la réutilisation;

d) la mise en place d'actions d'information, d'animation et de formation structurées sur le territoire, touchant différents publics cibles et au moins deux fractions de déchets municipaux.

Le Ministre peut détailler les critères et fixer des conditions additionnelles. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020 et s'applique aux actions subsidiables mises en œuvre à partir de cette date.

Art. 5. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, des Zonings et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/204876]

18. JULI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2008 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 6, abgeändert durch die Dekrete vom 22. März 2007, 10. Mai 2012, 23. Juni 2016 und 16. Februar 2017, Artikel 16, Artikel 18*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 10. Mai 2012, Artikel 27*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 16. Februar 2017 und Artikel 28, abgeändert durch das Dekret vom 5. Juni 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2008 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen;

Aufgrund des Berichts vom 26. April 2019, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 15. Mai 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 23. Mai 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 1. Juli 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 66.304/4 des Staatsrates;

Aufgrund der am 5. Juli 2019 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2008 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juni 2016, durch Folgendes ersetzt:

"Art. 14 - Die Bezuschussung der in Artikel 12 Ziffer 1 angeführten Aktionen wird jeweils auf folgenden Betrag festgesetzt:

1° für Aktionen, die auf interkommunaler Ebene in Absprache mit der Region durchgeführt werden: höchstens 30 Cent pro Einwohner und Jahr und 60 % der Kosten der Aktionen;

2° für Aktionen, die auf kommunaler Ebene beschlossen und durchgeführt werden: maximal 30 Cent pro Einwohner und Jahr und sechzig Prozent der Kosten der Aktionen, mit einem Mindestbetrag von 1.500 Euro.

Der in Absatz 1 Ziffer 2 genannte Höchstbetrag wird wie folgt erhöht:

1° um zehn Prozent, wenn die Gemeinde eine lokale Agenda 21 besitzt;

2° um 50 Cent pro Einwohner, wenn die Gemeinde den in Anlage 2 genannten Ansatz "Zero Waste" anwendet und die Verwaltung spätestens am 30. Oktober des Jahres vor Durchführung der Aktionen über ihre Absicht informiert.

Die Einwohnerzahl wird auf der Grundlage der Bevölkerungszahlen berechnet, die von dem Föderalminister der Wirtschaftsangelegenheiten am 1. Januar des Jahres, in dem die Aktion durchgeführt wird, festgelegt wurden.

Die Kosten für das Personal, das für Vermeidungsaktionen eingesetzt wird, können gemäß Absatz 1 bezuschusst werden."

Art. 2 - Im Anhang desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juni 2016 werden unter 2. folgende Abänderungen vorgenommen:

a) der Begriff "Kampagnen" wird durch den Begriff "Aktionen" ersetzt;

b) Zwischen Spalte 1 Aktionsnummer und Spalte 2 Bezeichnung der Aktion werden zwei Spalten mit der Bezeichnung "Art der Vermeidungsaktion" und "Thema und prioritäre Achse" eingefügt.

Art. 3 - In denselben Erlass wird ein zweiter Anhang mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Anhang 2 - Ansatz "Zero Waste".

Der "Zero Waste"-Ansatz erfordert mindestens die Umsetzung der unter Ziffer 1 genannten Governance-Aktionen sowie mindestens drei konkrete Aktionen, die verschiedene Abfallströme und unterschiedliche Zielgruppen betreffen, innerhalb von Ziffer 2.

1° Governance.

a) die Einrichtung einer internen Arbeitsgruppe vom Typ Ökoteam innerhalb der Gemeinde;

b) die Einsetzung eines Begleitausschusses, der sich aus den betreffenden Interessengruppen der Gemeinde zusammensetzt, um Stellungnahmen zu den geplanten Aktionen und deren Bewertung abzugeben;

c) die Erstellung eines strukturierten Aktionsplans mit Indikatoren;

d) die Verbreitung von Vermeidungsaktionen, die auf regionaler Ebene definiert sind;

e) die kostenlose Bereitstellung bewährter Verfahren, die auf der Ebene der Gemeinde entwickelt wurden;

f) die Bewertung der Auswirkungen der Aktionen auf die Erzeugung und Sammlung von Abfällen ab 2021.

2° Maßnahmen und Aktionen.

a) die Durchführung von mindestens zwei Aktionen im Rahmen eines exemplarischen Ansatzes der kommunalen Einrichtungen zur Verringerung der Verluste und Verschwendung bei Lebensmitteln einerseits und einer oder mehrerer anderer Abfallfraktionen andererseits;

b) den Abschluss einer Kooperationsvereinbarung mit lokalen Unternehmen zur Abfallvermeidung, einschließlich mindestens einer Maßnahme zur Verringerung der Verwendung von Einwegverpackungen, insbesondere Kunststoffverpackungen, und zur Förderung der Verwendung von Mehrwegverpackungen;

c) den Abschluss einer Kooperationsvereinbarung mit mindestens einem Akteur der Sozialwirtschaft für oder im Hinblick auf die Organisation der Sammlung von wiederverwendbaren Gegenständen und der Vorbereitung zur Wiederverwendung;

d) die Durchführung von strukturierten Informations-, Animations- und Ausbildungsaktionen vor Ort, die sich an verschiedene Zielgruppen und mindestens zwei Fraktionen von Siedlungsabfällen richten.

Der Minister kann die Kriterien im Einzelnen erläutern und zusätzliche Bedingungen festlegen."

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2020 in Kraft und findet Anwendung auf die bezuschussbaren Aktionen, die ab diesem Datum umgesetzt werden.

Art. 5 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juli 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/204876]

18 JULI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008 tot toekenning van subsidies voor afvalpreventie en -beheer aan de plaatselijke besturen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, artikel 6, gewijzigd bij de decreten van 22 maart 2007, 10 mei 2012, 23 juni 2016 en 16 februari 2017, 16, 18bis, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012, 27bis, ingevoegd bij het decreet van 16 februari 2017, en 28, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008 tot toekenning van subsidies voor afvalpreventie en -beheer aan de plaatselijke besturen;

Gelet op het rapport van 26 april 2019 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 mei 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 mei 2019;

Gelet op het advies 66.304/4 van de Raad van State, gegeven op 1 juli 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de steden en gemeenten van Wallonië), gegeven op 5 juli 2019;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 14 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008 tot toekenning van subsidies voor afvalpreventie en -beheer aan de plaatselijke besturen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 2016, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 14. De subsidie van de acties bedoeld in artikel 12, 1°, stemt overeen met het volgende bedrag:

1° voor acties, georganiseerd op intergemeentelijke schaal in overleg met het Gewest: maximum 30 cent per inwoner en zestig percent van de kostprijs van de acties;

2° voor de acties, beslist en uitgevoerd op gemeentelijke schaal: maximum 30 cent per inwoner en per jaar en zestig percent van de kostprijs van de acties, met een minimum van 1.500 euro.

Het maximumbedrag bedoeld in lid 1, 2°, wordt vermeerderd als volgt:

1° tien percent wanneer de gemeente beschikt over een lokale "Agenda 21";

2° vijftig percent per inwoner wanneer de gemeente het stappenplan "Zéro déchet" bedoeld in bijlage 2 uitvoert en van zijn voornemen kennis geeft aan het bestuur, uiterlijk op 30 oktober van het jaar voorafgaand aan de uitvoering van de acties.

Het aantal inwoners wordt vastgesteld op grond van het bevolkingscijfer vastgesteld door de federale Minister bevoegd voor Economische Zaken, op 1 januari van het jaar van uitvoering van de actie.

De personeelskosten voor de preventieve acties aangewend, zijn subsidiabel overeenkomstig artikel 1.°.

Art. 2. In de bijlage bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het woord "campagnes" wordt vervangen door het woord "acties";

b) twee kolommen met als respectievelijk opschrift "Type preventieactie" en "Prioritair thema en onderwerp" worden ingevoegd tussen kolom 1, Actienummer, en kolom 2, Opschrift van de actie.

Art. 3. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage, luidend als volgt :

"Bijlage 2. Stappenplan "Zéro Déchet".

Het stappenplan "Zéro déchet" vereist minstens de uitvoering van de acties voor zorgvuldig bestuur bedoeld onder 1°, evenals minstens drie concrete acties in verband met de verschillende afvalstromen en de verschillende doelpublieken in 2°.

1° Zorgvuldig bestuur.

a) de inrichting van een intern werkteam van het type Eco-team in de gemeente;

b) de invoering van een begeleidingscomité, samengesteld uit de betrokken middenveldorganisaties van de gemeente met als taak het uitbrengen van adviezen over de overwogen acties en de beoordeling ervan;

c) de vaststelling van een gestructureerd actieplan samen met indicatoren;

d) de verspreiding van de preventieacties bepaald op gewestelijk niveau;

e) de kosteloze terbeschikkingstelling van de goede praktijken van de gemeente;

f) de beoordeling van de gevolgen van de acties op de productie en de inzameling van de afvalstoffen vanaf 2021.

2° maatregelen en acties.

a) de uitvoering van minstens twee acties die onder de stap "voorbeeldfunctie van de gemeentelijke instellingen" vallen, inzake enerzijds de inperking van voedselverliezen en -verspilling en anderzijds één of meerdere andere afvalfracties;

b) het sluiten van een samenwerkingsverband met de handelszaken van het grondgebied inzake afvalstoffenpreventie met minstens één actie tot inperking van het gebruik van éénmalige verpakkingen, in het bijzonder plastic verpakkingen, en tot bevordering van het gebruik van herbruikbare verpakkingen;

c) het sluiten van een samenwerkingsverband met minstens één actor uit de sociale economie voor of met het oog op de organisatie van de inzameling van herbruikbare voorwerpen en de voorbereiding van het hergebruik ervan;

d) de invoering van gestructureerde acties ter voorlichting, animatie en opleiding waarbij meerdere doelpublieken worden aangesproken en minstens twee fracties van gemeentelijke afvalstoffen.

De Minister kan de criteria nader omschrijven en bijkomende voorwaarden vaststellen."

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2020 en is van toepassing op de vanaf die datum uitgevoerde subsidiabele acties.

Art. 5. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Industriezones en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO